

# Les hussards noirs du Capital

## L'Émancipation syndicale et pédagogique

### Éditeur :

Les amis de l'Émancipation  
syndicale et pédagogique

### Directeur-gérant :

Raymond Jousmet  
7 rue des Loriots  
17180 Périgny  
Tel : 05 46 44 90 26  
emancipation.17@wanadoo.fr

### Secrétariat de rédaction :

Quentin Dauphiné  
Le Grand Rayol  
90 chemin Mignon  
83470 Saint-Maximin  
Tel : 06 75 95 60 12  
redac.emancipation@free.fr

### Impression :

Expressions 2  
10 bis rue Bisson  
75020 Paris  
Tel : 01 43 58 26 26

Site : <http://www.emancipation.fr>

Aujourd'hui même, la Conférence des présidents d'université (CPU) et la conférence des directeurs d'IUFM signent avec Darcos une "charte relative aux principes directeurs de la réforme" concernant les IUFM. Le coup d'envoi du démantèlement des IUFM est lancé. Cette méthode est connue, c'est celle du "dialogue social" que ce gouvernement applique systématiquement grâce à la passivité, quand ce n'est pas l'adhésion des directions syndicales (voir la position d'Émancipation en page 3).

Or, il y a déjà un domaine dans lequel nous commençons à récolter les fruits amers de cette logique : la contre-réforme du lycée. Avant même que les pseudo-négociations soient achevées, Darcos a indiqué les grandes lignes :

- le passage en force, avec la mise en place de la nouvelle classe de Seconde dès la rentrée 2009. Il n'y a que la direction du SNES pour croire que le dernier courrier du ministère constitue un recul sur ce terrain.

- la diminution de l'horaire d'enseignement pour les élèves : en tout état de cause, un élève de Seconde pourrait perdre jusqu'à cinq heures de cours hebdomadaires. Dans le même temps il n'est nullement question de permettre une amélioration des pratiques pédagogiques (travail en effectifs allégés, en module, etc). Dès lors la signification de ces choix est évidente : la réduction des contenus éducatifs et les suppressions de postes. C'est la même logique que celle de la suppression du samedi matin dans le primaire.

- l'application du "socle commun" au lycée, avec l'optionnalisation voire peut-être à terme l'éviction de certaines matières pour un nombre important d'élèves. Ainsi les sciences expérimentales et l'histoire-géographie passeraient-elles clairement à la trappe, reléguées dans les "enseignements d'exploration". Là encore, la logique de réduction des contenus éducatifs est nette, en particulier pour les enseignements technologiques.

- l'apparent effacement des filières au profit d'un parcours "choisi"... "choix" en fait dicté par les enseignements qui subsisteront dans l'établissement. Cette organisation, conjuguée à la suppression de la carte scolaire, à une plus grande "autonomie" des établissements et à leur mise en concurrence, aboutirait au contraire à une inégalité renforcée.

- dans le concret, la nouvelle classe de Seconde serait organisée en "modules semestriels", subterfuge grossier pour faire passer l'annualisation du temps de service des enseignant-e-s. D'ailleurs les propres services du ministère ont déjà chiffré les suppressions de postes engendrées par la réforme : 10 000, rien qu'en Seconde !

Loin de nous l'idée de défendre le système du lycée actuel fondé sur la hiérarchisation des savoirs et le tri social, avec en outre des effets pédagogiques négatifs. Mais il est évident que le projet gouvernemental nous éloignera encore plus de l'objectif d'un système égalitaire et démocratique, fondé sur la coopération et le renouvellement pédagogiques.

Alors dans l'immédiat, il est impératif que les organisations syndicales se retirent des "discussions" sur une réforme déjà décidée, et refusent les 16 "points de convergence" avec le ministère, comme certaines l'ont déjà fait. Mais si les personnels des lycées sont les premiers à pouvoir déclencher la lutte en mettant en place des structures de mobilisation fondées sur leurs AG, il est clair que la question est beaucoup plus large : l'ensemble des personnels de la maternelle à l'Université, les lycéen-ne-s, les parents et leurs organisations sont concernés directement par une "réforme" qui dessine les contours d'un système éducatif encore plus profondément inégalitaire.

Brisons le consensus que claironne le ministère, il n'y a pas de "convergence" ! C'est le même genre de consensus que nous demande Sarkozy, une véritable "union nationale" : face à LEUR crise économique, la crise mondiale des politiques capitalistes qui pressent les peuples, les bourgeoisies répondent en accentuant le cap de leurs "réformes". Nous n'avons pas à les suivre, il n'y a pas de raison que ce soient toujours les mêmes qui fassent les frais de l'absurdité de ce système : foin de "consensus", faisons triompher les revendications !

Quentin Dauphiné □

le 30/09/08